

L'enseignement à Genève

REPÈRES ET INDICATEURS STATISTIQUES

H1. Situation 18 mois après une certification secondaire II

Selon une enquête menée par le SRED en janvier 2021 auprès des diplômés 2019 (soit 18 mois après l'obtention d'un diplôme secondaire II), 87% des jeunes titulaires d'un diplôme de type général poursuivent des études, alors qu'un diplôme professionnel ouvre davantage la voie à une transition vers la vie active (62% des titulaires sont en emploi ou en recherche d'emploi). Le CFC dual est le diplôme secondaire II le plus orienté vers l'emploi (63% des titulaires ont un emploi 18 mois après), le CFC en école à plein temps conduisant davantage à une poursuite de formation. La maturité professionnelle mène, quant à elle, de plus en plus à poursuivre des études (essentiellement en HES) (62%), l'insertion sur le marché du travail concernant 31% des titulaires de ce diplôme.

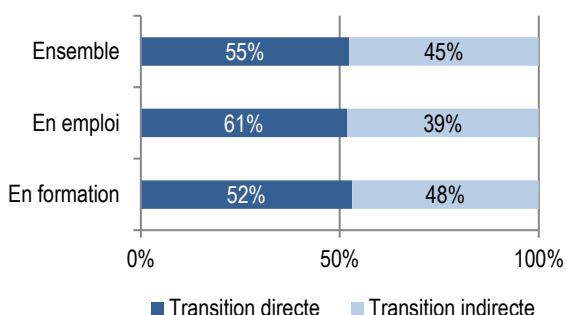
Après l'obtention d'une certification de niveau secondaire II commence une nouvelle phase importante pour l'avenir professionnel des jeunes. Cette phase transitoire (appelée « transition II ») va mener les jeunes vers la vie active (voir fiche H2. *Accès au marché du travail après une certification secondaire II*) ou vers la poursuite d'études (voir fiche H3. *Poursuite de la formation après une certification secondaire II*).

Une enquête menée périodiquement par le SRED permet de connaître la situation des diplômés du secondaire II, 18 mois après l'obtention de leur titre (voir *Pour comprendre ces résultats*). Ce délai permet, d'une part, d'éviter qu'un trop grand nombre de jeunes déclarent des activités transitoires fréquentes à cette période de leur vie (p. ex. service civil/militaire, séjours linguistiques ou voyages) qui ne renseignent que peu sur leur parcours de formation ou leur transition vers la vie active ; d'autre part, de connaître les orientations de ceux qui complètent leur formation secondaire II (notamment ceux qui effectuent une maturité professionnelle post-CFC ou une maturité spécialisée) ; et enfin, de connaître les situations d'emploi ou de formation lors de cette phase de transition (qui se poursuit d'ailleurs au-delà de ces 18 mois). Il faut souligner que l'enquête intervenue en janvier 2021 s'est inscrite dans le contexte très particulier de la pandémie de Covid.

Une transition où la linéarité n'est pas la règle

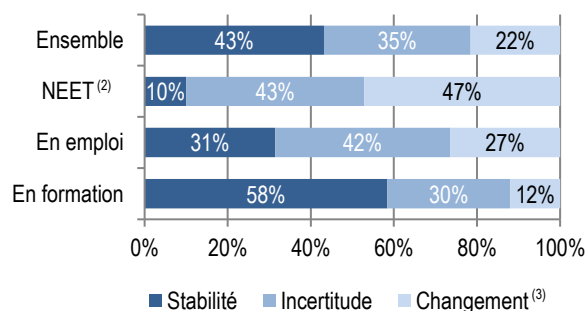
Les cheminements scolaires des jeunes jusqu'à l'obtention d'un diplôme secondaire II sont souvent pluriels et complexes, ponctués de réorientations, d'interruptions de formation ou de recommencements (voir fiches D5. *Transitions à l'intérieur de l'enseignement secondaire II* et G2. *Type de diplôme secondaire II et âge à l'obtention* ; Laganà et Babel, 2018 ; Pollien et Bonoli, 2012 ; Doray et al., 2009). Après l'obtention d'un diplôme secondaire II, la linéarité n'est pas non plus la norme : pour les diplômés de 2019, presque la moitié déclare avoir connu une transition indirecte entre l'obtention de leur titre et leur activité 18 mois plus tard (voir H1.a) et moins de la moitié pensent que leur situation 18 mois après leur diplôme sera stable durant l'année suivante (voir H1.b). C'est le signe que le processus de transition s'étale souvent sur plusieurs années (Bachmann Hunziker et al., 2014) et qu'il est caractérisé par une fragmentation marquée, en relevant tout de même que la proportion des transitions indirectes a légèrement fléchi pour cette dernière volée (45% pour la volée 2019 vs 50% pour celle de 2017), mais il faudra attendre d'autres observations pour savoir si cette variation est le reflet d'une tendance ou juste une fluctuation possiblement liée au contexte de la crise sanitaire.

H1.a Transition (directe, indirecte) entre le diplôme et la situation 18 mois après, volée des diplômés 2019



N.B. Les jeunes ayant commencé directement (ou dans les 3 mois) après le diplôme, l'activité qu'ils exercent 18 mois après le diplôme ont une transition directe. Les jeunes ayant connu d'autres activités avant celle qu'ils exercent 18 mois après le diplôme (p. ex. une formation avant l'emploi occupé, un séjour linguistique avant une formation) ont une transition indirecte.

H1.b Perception⁽¹⁾ de la stabilité de la situation durant l'année suivante, volée des diplômés 2019



⁽¹⁾ Perception subjective et déclarée par le jeune diplômé.

⁽²⁾ NEET : Not in Education, Employment or Training (ni en formation, ni en emploi, ni stagiaire).

⁽³⁾ Changement envisagé ou probable.

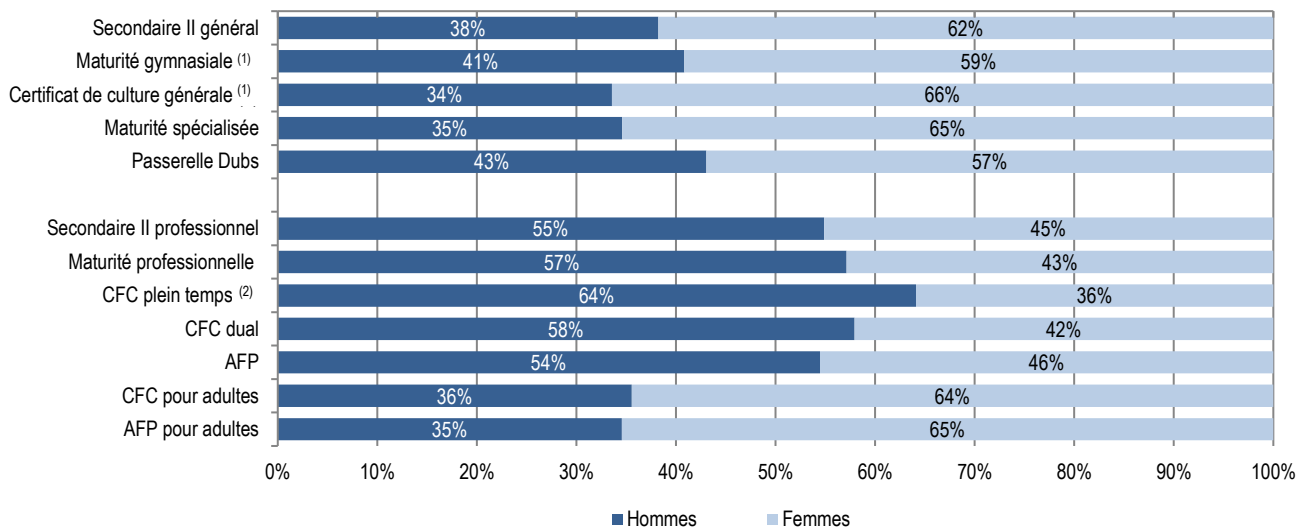
Source : SRED/Enquête EOS.

Des diplômes marqués par des différences de genre et d'origine sociale

Le type de diplôme secondaire II obtenu dépend clairement du genre et du milieu social d'origine, reflétant les différences d'orientation au début des filières du secondaire II (voir fiche *D4. Transitions vers l'enseignement secondaire II*) et les réorientations ultérieures, également marquées socialement (voir fiche *D5. Transitions à l'intérieur de l'enseignement secondaire II*).

Les jeunes femmes sont ainsi plus nombreuses à obtenir un diplôme de type général (elles représentent 62% des titulaires d'un diplôme secondaire II de type général), alors que les jeunes hommes obtiennent davantage un titre professionnel (55% des titulaires d'un diplôme secondaire II de type professionnel) (voir **H1.c**).

H1.c Répartition des diplômés selon le diplôme et le genre, volée des diplômés 2019



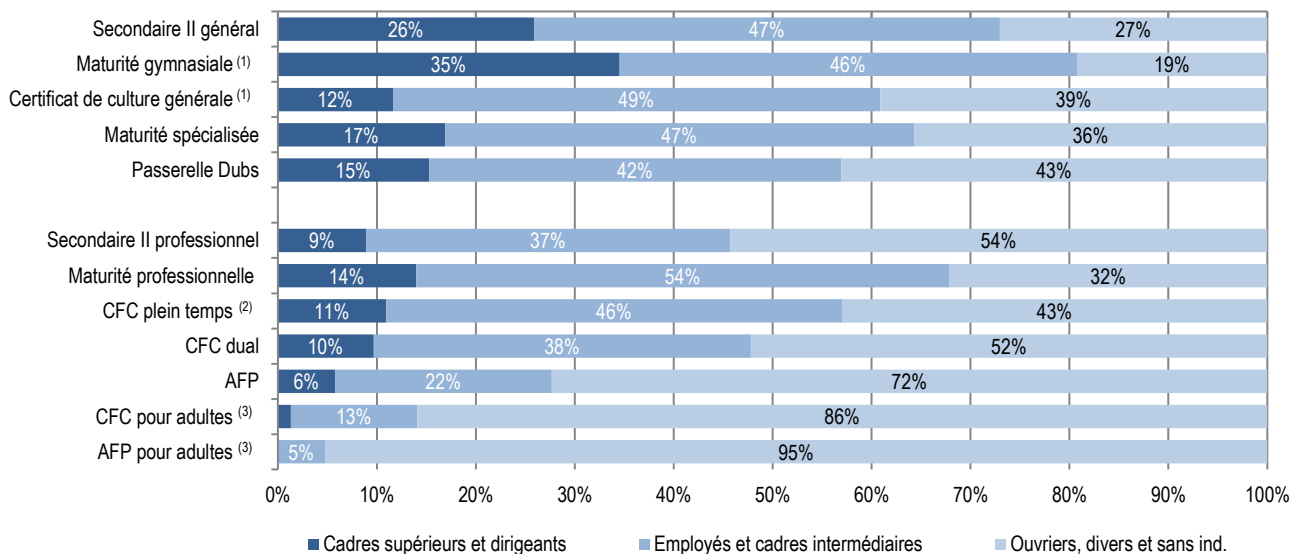
⁽¹⁾ Y compris les titres obtenus dans le cadre d'une formation pour adultes (environ 50 maturités et 70 certificats de l'ECG).

⁽²⁾ Y compris les diplômes d'horticulteurs (au total 18 diplômés).

Source : SRED/nBDS, état au 31.12.

Le milieu social d'origine joue également un rôle important : les jeunes issus des milieux modestes ou défavorisés sont sous-représentés parmi les titulaires de la maturité gymnasiale (19% des maturités gymnasiales sont obtenues par des jeunes de milieu modeste en 2019, alors qu'ils représentent 42% de la volée de diplômés). À l'inverse, ils sont surreprésentés parmi les détenteurs de titres professionnels, et tout particulièrement parmi les titulaires d'une AFP (voir **H1.d**).

H1.d Répartition des diplômés selon le diplôme et la catégorie socioprofessionnelle des parents, volée des diplômés 2019



⁽¹⁾ Y compris les titres obtenus dans le cadre d'une formation pour adultes (environ 50 maturités gymnasiales et 70 certificats de l'ECG).

⁽²⁾ Y compris les diplômes d'horticulteurs (au total 18 diplômés).

⁽³⁾ La CSP des parents est essentiellement non renseignée, car il s'agit d'adultes et non d'élèves.

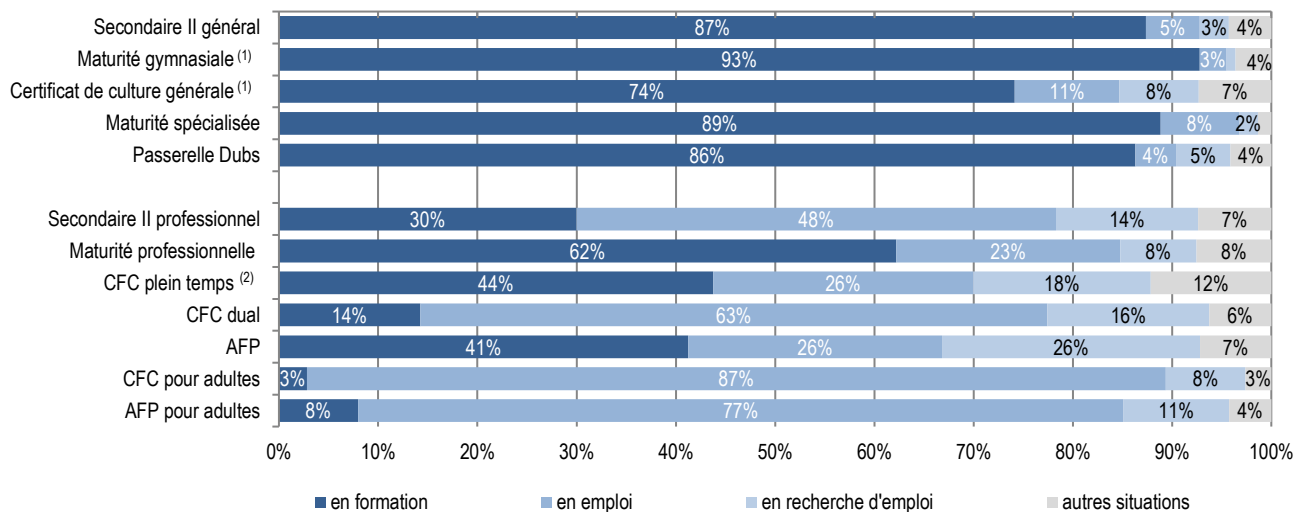
Source : SRED/nBDS, état au 31.12.

Des diplômes qui mènent directement à l'emploi ou en formation, de manière fortement différenciée

La situation post-diplôme est déclinée en quatre catégories : (i) poursuite d'une formation, (ii) en emploi, (iii) en recherche d'emploi (que la personne soit, ou non, inscrite à l'Office cantonal de l'emploi et (iv) autres activités telles qu'un service militaire ou civil, un voyage ou un séjour linguistique, ou encore rester à la maison pour s'occuper de proches.

Des poursuites de formation et des engagements vers le monde du travail (en prenant ou en cherchant un emploi) s'observent quel que soit le titre obtenu. Cependant, assez logiquement, un diplôme secondaire II à caractère généraliste conduit davantage à une poursuite d'études (87% des jeunes certifiés d'un diplôme secondaire II général sont en formation 18 mois après), alors qu'une certification professionnelle ouvre plus fréquemment la voie à une transition vers la vie active (62% des jeunes certifiés d'un diplôme secondaire II professionnel sont en emploi ou en recherche d'emploi 18 mois après) (voir H1.e).

H1.e Situation 18 mois après le diplôme selon le titre obtenu, volée des diplômés 2019



⁽¹⁾ Y compris les titres obtenus dans le cadre d'une formation pour adultes (environ 50 maturités et 70 certificats de l'ECG).

⁽²⁾ Y compris les diplômes d'horticulteurs (au total 18 diplômés).

Source : SRED/Enquête EOS.

Le *CFC dual* est le diplôme secondaire II le plus orienté vers une prise d'emploi puisque 63% des titulaires de ce diplôme sont dans ce cas 18 mois après. Les diplômés restent d'ailleurs souvent comme employés (ou ouvriers) dans l'entreprise qui les a formés (46% des diplômés en emploi ont été engagés par leur entreprise formatrice). Les *CFC obtenus en école professionnelle à plein temps* prédisposent davantage à une poursuite de la formation. Le choix d'un CFC dual vs à plein temps en école tend donc à conduire vers des orientations post-diplômes assez différentes.

Le cas des *CFC pour adultes* ou des *AFP pour adultes*, obtenus notamment par une procédure de validation des acquis de l'expérience (VAE), est un peu particulier. Il s'agit d'adultes exerçant déjà une activité professionnelle sans diplôme reconnu. Cette démarche les mène à obtenir une qualification leur permettant d'avoir une meilleure rémunération ou d'améliorer leurs chances sur le marché du travail en favorisant la mobilité professionnelle.

La *maturité professionnelle* conduit plus souvent vers la poursuite de la formation (essentiellement en HES) (62%) que vers le marché du travail (31%), même si cette dernière orientation reste malgré tout assez fréquente. Dans ce dernier cas, l'insertion est d'ailleurs plutôt aisée car la part des jeunes en recherche d'emploi 18 mois après ce diplôme est plus faible que parmi les titulaires d'un CFC. Le complément de formation donné par la maturité professionnelle est non seulement reconnu par le système de formation pour aller vers les études supérieures, mais également par les entreprises comme gage d'employabilité.

Après une *attestation fédérale de formation professionnelle (AFP)*, environ 4 jeunes sur 10 poursuivent leur formation par un CFC. La perméabilité prévue par les ordonnances de formation entre AFP et CFC dual est donc effective pour une partie du public-cible, offrant ainsi à certains jeunes la possibilité de compléter leur cursus de formation afin de se positionner plus favorablement sur le marché de l'emploi.

Par rapport au dernier relevé (diplômés de 2017), on constate une hausse de la proportion des jeunes en recherche d'emploi 18 mois après un CFC effectué en école à plein temps ou après une AFP, pour revenir à hauteur de ce qui avait été observé chez les diplômés de 2015. Ces variations sont probablement en lien avec les tensions sur le marché du travail. Les diplômés de 2017 ont connu une transition vers la vie active dans une période de marché du travail relativement détendue alors que c'est plutôt l'inverse pour les diplômés de 2015 et 2019. Ces derniers ont notamment été confrontés aux effets économiques liés à la pandémie de COVID. En effet à partir du premier trimestre 2020, les indicateurs de conjoncture économique montrent une forte détérioration de la situation des affaires dans le canton de Genève (OCSTAT, 2020), particulièrement marquée dans certaines branches (hôtellerie, restauration, branches des services) (voir fiche H2).

Après un titre généraliste, l'orientation vers le marché du travail est assez rare (8%) au cours des 18 mois. Les jeunes qui sont en emploi ont d'ailleurs le plus souvent des emplois temporaires avant un projet de reprise de formation. La poursuite d'études est la règle après une *maturité gymnasiale* ou *spécialisée* (respectivement 93% et 89%). Si la maturité professionnelle est souvent utilisée pour une transition à la vie active, la maturité spécialisée est nettement plus souvent un complément de formation conduisant vers les HES. Dix-huit mois après un *certificat de l'ECG*, la poursuite de la formation est également très majoritaire (74%), mais l'emploi, la recherche d'emploi ou d'autres activités transitoires sont encore assez fréquents puisqu'ils concernent environ un quart des diplômés.

Rami Mouad et François Rastoldo
(éd. Odile Le Roy-Zen Ruffinen, Narain Jagasia)

Pour en savoir plus

- Bachmann Hunziker, K., Leuenberger Zanetta, S., Mouad, R. et Rastoldo, F. (2014). *Que font les jeunes 18 mois après l'obtention de leur diplôme de niveau secondaire II ? État des lieux dans les cantons de Vaud et de Genève*. Genève, Lausanne : SRED, URSP. http://www.vd.ch/fileadmin/user_upload/organisation/djf/ursp/Publications/Autres_publications/eos-sred_2014.pdf
- Davaud, C., Mouad, R. et Rastoldo, F. (2010). *Situation des diplômés de l'enseignement public genevois, 18 mois après l'obtention de leur titre. Volée 2007*. Genève : SRED. <https://www.ge.ch/document/situation-diplomes-enseignement-public-genevois-18-mois-apres-obtention-leur-titre-volee-2007>
- Doray, P., Comoe, E., Trottier, C., Picard, F., Murdoch, J., Laplante, B., Moulin, S., Marcoux-Moisan, M., Groleau, A. et Bourdon, S. (2009). *Parcours scolaires et modes de transition dans l'enseignement postsecondaire canadien. Note 4 : Projet transitions (Vol. 45)*. Montréal : Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire. http://www.cirst.ugam.ca/Portals/0/docs/projet_transitions/TransitionsNote4-fr-Final.pdf
- Laganà, F. et Babel, J. (2018). *Parcours de formation dans le degré secondaire II. Analyses longitudinales dans le domaine de la formation, édition 2018*. Neuchâtel : OFS. <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/education-science/transitions-parcours-domaine-formation/secondaire-II.assetdetail.5026680.html>
- Office Cantonal de la Statistique (2019). *Taux de chômage dans le canton de Genève et en Suisse depuis 1975*, récupéré de https://www.ge.ch/statistique/domaines/aperçu.asp?dom=03_03
- Pollien, A. et Bonoli, L. (2012). « Parcours de formation : analyse des trajectoires de formation des personnes résidant en Suisse », *FORS Working Paper Series, paper 2012-2*. Lausanne : FORS. http://forscenter.ch/wp-content/uploads/2013/10/FORS_WPS_2012-02_Pollien-2.pdf
- Rastoldo, F. et Mouad, R. (2015). „Berufsbildungsverläufe von Jugendlichen in Genf“. In Häfli, K., Neuenschwander, M. et Schumann, S. (eds), *Berufliche Passagen im Lebenslauf. Berufsbildungs und Transitions forschung in der Schweiz* (pp. 161-186). Stuttgart: Springer VS. http://link.springer.com/chapter/10.1007%2F978-3-658-10094-0_7#page-1

Pour comprendre ces résultats

L'enquête source EOS : il s'agit d'une enquête périodique biennale, portant sur la situation des diplômés 18 mois après l'obtention de leur titre de niveau secondaire II. Elle existe depuis 1989 à Genève et a été étendue à partir de la volée 2009 au canton de Vaud, dans le cadre d'une collaboration entre le Service de la recherche en éducation du canton de Genève (SRED) et l'Unité de recherche pour le pilotage des systèmes pédagogiques du canton de Vaud (URSP). Elle est réalisée sur une population exhaustive, sauf pour les titulaires d'un CFC et d'une maturité gymnasiale dans le canton de Vaud pour lesquels un échantillonnage aléatoire représentant 60% de la population est fait. La présente fiche se fonde uniquement sur les données genevoises.

Le questionnaire est stable dans le temps et renseigne sur les aspects suivants : la situation une année et demie après la certification, une évaluation de cette situation, un descriptif des activités effectuées entre la certification et le moment de l'enquête, et enfin une appréciation du futur proche.

Les informations récoltées sont déclaratives. Néanmoins, en cas de poursuite d'études notamment, les réponses sont confrontées aux registres scolaires pour vérifier leur plausibilité. À ces données d'enquête sont ajoutées les informations concernant les parcours de formation des jeunes ainsi que d'autres données sociographiques (âge, statut migratoire, genre, catégorie socioprofessionnelle des parents), qui proviennent des bases de données scolaires administratives.

Effectifs pondérés : le taux de réponse à l'enquête est de 55% pour l'enquête réalisée auprès des diplômés de 2019 (3'156 répondants sur 5900 diplômés). Une pondération a donc été effectuée sur la base de six critères, pour tenir compte des non-réponses : âge, type de diplôme, genre, catégorie socioprofessionnelle, nationalité et première langue parlée.

Validation des acquis : la validation des acquis de l'expérience se déroule selon une procédure structurée qui permet de prendre en compte différents acquis, d'attester les compétences opérationnelles et d'obtenir un titre formel. La voie de la validation des acquis de l'expérience prévoit que les candidats démontrent, à l'aide d'un dossier et d'un entretien, qu'ils possèdent les compétences opérationnelles requises pour le diplôme sanctionnant la formation professionnelle initiale choisie. Les lacunes au niveau de ces compétences peuvent être comblées par un complément de formation ou par davantage d'expérience professionnelle. Si le candidat remplit toutes les exigences, il obtient le diplôme reconnu par la Confédération (source : Secrétariat d'Etat à la formation à la recherche et à l'innovation [SEFRI]).

Lien vers les données : <https://www.ge.ch/dossier/analyser-education/reperes-indicateurs-statistiques>